

" La reine ANNE exécuta, en 1706, un projet inutilement tenté par GUILLAUME III, la réunion de l'Angleterre et de l'Ecosse en un seul royaume sous la domination de la Grande-Bretagne. L'indocilité des Ecosseis, l'antipathie mutuelle des deux peuples, les troubles sans cesse renaissants de ces principes, rendaient le projet fort utile et en même temps multipliaient les obstacles."

Ainsi, l'on voit que l'antipathie des deux races suscitait de nombreux obstacles au projet de l'Angleterre, et pour faire disparaître ces obstacles on prit exactement les mêmes moyens que ceux adoptés ici pour préparer la confédération, c'est-à-dire que l'on nomma une conférence, ou des commissaires chargés de préparer l'acte de réunion. Ces commissaires s'entendirent sur la question générale, mais, dit M. EMILE DE BONNECHOSE,—

" Les dissentiments éclatèrent sur la manière dont les Anglais entendaient composer le nouveau parlement des royaumes-unis, et tandis que la population de l'Ecosse était la sixième de la population anglaise, ils n'accordaient à la représentation de ce royaume, dans les communes, que quarante-quatre membres, ou un treizième de la représentation totale. Seize pairs seulement devaient être choisis par élection dans le corps entier de la pairie écossaise pour siéger dans la chambre des lords en Angleterre. La rigueur de ces dernières clauses, dans lesquelles le peuple écossais vit une offense, excita un mécontentement général: il devait résulter, pour les premiers temps surtout, d'un traité d'union entre les deux peuples un froissement d'intérêt matériel préjudiciable à un grand nombre, comme il arrive à la suite de toute importante commotion politique: les blessures de l'amour-propre national auraient suffi d'ailleurs pour rendre les Ecosseis insensibles aux avantages éloignés de ce pacte, et tous les partis, whigs et torys, jacobistes et williamistes, presbytériens, épiscopaux et cameroniens, s'unirent pour le rejeter."

Ainsi, nous voyons ici une population presque toute entière s'unir pour repousser le projet d'union qu'on veut lui imposer, et cependant, malgré l'opposition presque unanime de l'Ecosse, l'Angleterre parvient à imposer cette union par les moyens dont elle n'hésite pas à faire l'emploi.

" Les commissaires du gouvernement furent en butte aux insultes de la population, qui brisa les maisons de plusieurs officiers de l'État partisans de l'union, tandis qu'elle portait aux nues le duc de HAMILTON, le plus illustre entre les opposants. Les ducs de QUEENSBERRY et d'ARGYLE, les comtes de MONTROSE, de STAIR, de ROXBURGH et de MARCHEMONT essayèrent en vain d'opposer la raison à l'explosion du sentiment patriotique et de fureur nationale, et ce que les meilleurs arguments ne purent obtenir la corruption le fit. Une partie de l'or promis par les commissaires anglais, comme dédommagement des charges nouvelles qui allaient

peser sur le royaume voisin, fut répartie entre leurs collègues écossais et plusieurs membres influents du parlement siégeant à Edimbourg: dès lors, tous les obstacles furent aplanis; le traité d'union, que la majorité du peuple écossais considérait comme un suicide, et que n'eussent point sanctionné les hommes les plus purs et les plus irréprochables, obtint l'assentiment d'une majorité vénales: ce pacte fameux, enfin, réputé un opprobre pour l'Ecosse, où elle voyait l'immolation de ses intérêts et de sa gloire, et qui devait lui ouvrir, dans la suite des temps, une ère jusque-là inconnue de paix et de prospérité, fut signé le 1er mai 1707, et fut considéré comme une grande victoire par l'Angleterre, tout enivré déjà du succès de ses armes sur le continent."

Voilà, M. le PRÉSIDENT, un exemple frappant de la manière dont la politique de l'Angleterre sait triompher des résistances les mieux motivées, même contre la volonté unanime d'une race. On voit l'Ecosse considérer l'union avec l'Angleterre comme un suicide, et cependant l'union trouve une majorité en sa faveur dans le parlement d'Edimbourg. Je n'ai pas besoin, M. le PRÉSIDENT, de commenter ces faits plus longuement: ils parlent assez éloquentement par eux-mêmes. (Écoutez! écoutez!) Il y a un autre fait dans l'histoire politique de l'Angleterre qu'il est bon de rappeler à cette chambre; c'est l'abolition du parlement de Dublin. L'hon. ministre de l'agriculture (M. McGEHE) nous a dit, dans ce langage fleuri qui caractérise les enfants de son pays, que lui-même avait combattu, lorsqu'il n'avait encore que vingt ans à peine, pour soustraire son pays à la tyrannie de l'Angleterre, et que n'ayant pu réussir dans sa noble entreprise, il avait préféré s'exiler sur cette terre d'Amérique plutôt que d'être chaque jour témoin des malheurs et des souffrances de sa patrie. Et, cependant, que fait-il aujourd'hui? Il veut, avec l'appui d'une majorité hostile, imposer au Bas-Canada, sa patrie d'adoption, une union qui lui répugne, et renouveler ici le système d'oppression qu'il a pleuré en Irlande. (Écoutez! écoutez!) Voici les moyens dont on s'est servi pour imposer à l'Irlande cette union qui devait amener l'exode en masse de sa population: —

" Quant à l'Irlande, la lutte fut plus longue; mais l'Angleterre finit aussi par triompher. Après la crise de 1798, dit M. GUSTAVE DE BEAUMONT, l'Angleterre, tenant sous sa main l'Irlande rebelle et vaincue, la châtié sans réserve et sans pitié. Vingt ans auparavant, l'Irlande était rentrée en possession de ses libertés politiques; l'Angleterre conserve un souvenir amer de ces succès de l'Irlande, et elle va profiter de l'abaissement de celle-ci pour la replacer sous son joug absolu.